



Rogers Communications Inc.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES
(non audité)**

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015

Rogers Communications Inc.**États consolidés résumés intermédiaires du résultat net**

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audité)

	Note	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2016	2015	2016	2015
Produits		3 492	3 384	10 192	9 962
Charges opérationnelles					
Coûts opérationnels	4	2 125	2 052	6 404	6 195
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		575	576	1 721	1 697
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5	55	37	126	88
Charges financières	6	188	190	573	582
Autres charges (produits)	7	220	(59)	195	(36)
Bénéfice avant impôt sur le résultat		329	588	1 173	1 436
Impôt sur le résultat		109	124	311	354
Bénéfice net de la période		220	464	862	1 082
Bénéfice par action					
De base	8	0,43 \$	0,90 \$	1,67 \$	2,10 \$
Dilué	8	0,43 \$	0,90 \$	1,67 \$	2,09 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires du résultat global
(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net de la période	220	464	862	1 082
Autres éléments du résultat global				
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice				
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente				
(Diminution) augmentation de la juste valeur	(56)	(103)	45	(114)
Reclassement du profit sur la vente de placements dans le bénéfice net	–	–	(39)	–
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	7	13	(1)	15
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente	(49)	(90)	5	(99)
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie :				
Profit latent (perte latente) lié(e) à la juste valeur des instruments dérivés	128	698	(433)	1 203
Reclassement (du profit) de la perte sur les dérivés liés à la dette dans le bénéfice net	(124)	(444)	448	(1 003)
Reclassement de la perte liée aux remboursements sur la dette à long terme dans le bénéfice net	–	–	–	7
Reclassement du profit sur les dérivés liés aux dépenses dans le bénéfice net ou les immobilisations corporelles	(19)	(48)	(61)	(104)
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net	(15)	(16)	(51)	(40)
(Charge) recouvrement d'impôt sur le résultat connexe	(2)	(56)	63	(62)
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie	(32)	134	(34)	1
Quote-part des autres éléments du résultat global au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	1	19	(19)	24
Autres éléments du résultat global de la période	(80)	63	(48)	(74)
Résultat global de la période	140	527	814	1 008

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière
(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Au 30 septembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		–	11
Débiteurs		1 889	1 792
Stocks		270	318
Autres actifs courants		338	303
Partie courante des instruments dérivés	9	113	198
Total des actifs courants		2 610	2 622
Immobilisations corporelles		11 096	10 997
Immobilisations incorporelles		7 151	7 243
Placements	10	2 185	2 271
Instruments dérivés	9	1 767	1 992
Autres actifs à long terme		112	150
Actifs d'impôt différé		10	9
Goodwill		3 891	3 891
Total des actifs		28 822	29 175
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Avances bancaires		11	–
Emprunts à court terme	11	1 050	800
Créditeurs et charges à payer		2 668	2 708
Impôt sur le résultat à payer		213	96
Partie courante des provisions		146	10
Produits constatés d'avance		355	388
Partie courante de la dette à long terme	12	750	1 000
Partie courante des instruments dérivés	9	94	15
Total des passifs courants		5 287	5 017
Provisions		29	50
Dette à long terme	12	15 177	15 870
Instruments dérivés	9	219	95
Autres passifs à long terme		429	455
Passifs d'impôt différé		1 860	1 943
Total des passifs		23 001	23 430
Capitaux propres	13	5 821	5 745
Total des passifs et des capitaux propres		28 822	29 175
Passifs éventuels	16		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires des variations des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions, non audité)

Période de neuf mois close le	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Réserve de couverture visant les investissements en titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
30 septembre 2016									
Soldes au 1 ^{er} janvier 2016	72	112 439	402	402 308	4 583	598	57	33	5 745
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	862	-	-	-	862
Autres éléments du résultat global :									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	5	-	-	5
Instruments dérivés comptabilisés à titre de couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	(34)	-	(34)
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	(19)	(19)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	5	(34)	(19)	(48)
Résultat global de la période	-	-	-	-	862	5	(34)	(19)	814
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(741)	-	-	-	(741)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	3	61	-	-	-	-	3
Actions ayant changé de catégorie	-	(25)	-	25	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	(25)	3	86	(741)	-	-	-	(738)
Soldes au 30 septembre 2016	72	112 414	405	402 394	4 704	603	23	14	5 821

Période de neuf mois close le	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Réserve de couverture visant les investissements en titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
30 septembre 2015									
Soldes au 1 ^{er} janvier 2015	72	112 448	402	402 298	4 172	721	104	10	5 481
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	1 082	-	-	-	1 082
Autres éléments du résultat global :									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	(99)	-	-	(99)
Instruments dérivés comptabilisés à titre de couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	24	24
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(99)	1	24	(74)
Résultat global de la période	-	-	-	-	1 082	(99)	1	24	1 008
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(741)	-	-	-	(741)
Actions ayant changé de catégorie	-	(9)	-	9	-	-	-	-	-
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	(9)	-	10	(741)	-	-	-	(741)
Soldes au 30 septembre 2015	72	112 439	402	402 308	4 513	622	105	34	5 748

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2016	2015	2016	2015
Activités opérationnelles					
Bénéfice net de la période		220	464	862	1 082
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles					
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		575	576	1 721	1 697
Amortissement des droits de diffusion		15	23	54	66
Charges financières	6	188	190	573	582
Impôt sur le résultat		109	124	311	354
Rémunération fondée sur des actions	14	18	13	45	39
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des charges		30	24	(31)	(47)
Perte nette sur les dessaisissements liés aux placements		50	–	11	–
Perte liée à la liquidation de shomi		140	–	140	–
Profit sur l'acquisition de Mobicility		–	(102)	–	(102)
Autres		22	33	32	69
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés					
		1 367	1 345	3 718	3 740
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	17	117	279	32	(115)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés					
		1 484	1 624	3 750	3 625
Impôt sur le résultat (payé) reçu		(59)	66	(214)	(190)
Intérêts payés		(240)	(234)	(632)	(638)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles					
		1 185	1 456	2 904	2 797
Activités d'investissement					
Entrées d'immobilisations corporelles		(549)	(571)	(1 748)	(1 667)
Entrées de droits de diffusion	17	(19)	(19)	(43)	(37)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	17	(42)	(145)	(147)	(283)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise		–	(471)	–	(1 072)
Autres		(11)	(4)	(4)	(38)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement					
		(621)	(1 210)	(1 942)	(3 097)
Activités de financement					
(Remboursements sur les) produit tiré des emprunts à court terme, montant net	11	–	(158)	250	17
(Remboursements sur les) émission de titres d'emprunt à long terme, montant net	12	(215)	141	(481)	672
Produit tiré du (paiements versés au) règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	9	25	–	(17)	154
Dividendes payés		(247)	(247)	(741)	(730)
Autres		5	–	5	–
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement					
		(432)	(264)	(984)	113
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
(Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		132	(18)	(22)	(187)
		(143)	7	11	176
(Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période					
		(11)	(11)	(11)	(11)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

NOTE 1 : NATURE DE L'ENTREPRISE

Rogers Communications Inc. est une société canadienne diversifiée dans les communications et les médias. La quasi-totalité de nos activités et de nos ventes ont lieu au Canada. RCI est constituée en personne morale au Canada et son siège social est situé au 333 Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9. Les actions de RCI sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et la « Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs à présenter. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Principales activités
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de petite, moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que des services de gros aux autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, d'édition, de divertissement et de médias sportifs, et de médias numériques.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, les secteurs Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires étaient exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») [Rogers Communications Partnership (« RCP ») en 2015] et certaines autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Media Inc., et ses filiales.

Déclaration de conformité

Nous avons établi nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 (les « états financiers intermédiaires du troisième trimestre de 2016 ») selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et conformément aux méthodes comptables et aux méthodes d'application employées pour les états financiers consolidés audités annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (les « états financiers de 2015 »), à l'exception des nouvelles méthodes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2016, qui sont décrites à la note 2. Les présents états financiers intermédiaires du troisième trimestre de 2016 ont été approuvés par le comité d'audit et de risque, qui relève de notre conseil d'administration, le 16 octobre 2016.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les notes incluses dans les présents états financiers intermédiaires du troisième trimestre de 2016 ne reflètent que les transactions et changements importants survenus au cours de la période de neuf mois écoulée depuis le 31 décembre 2015, date de clôture du dernier exercice, et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels aux termes des Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS »). Les états financiers intermédiaires du troisième trimestre de 2016 doivent être lus en parallèle avec les états financiers de 2015.

Nos résultats opérationnels sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence significative sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur. Tous les montants en dollars sont exprimés en monnaie canadienne, sauf indication contraire.

Nouvelles prises de position adoptées en 2016

Nous avons adopté les nouvelles normes et modifications comptables qui suivent; celles-ci sont entrées en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts le 1^{er} janvier 2016. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles* et de l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*
- Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*

Récentes prises de position comptables n'ayant pas encore été adoptées

L'IASB a publié de nouvelles normes et modifications aux normes existantes. Nous n'avons pas encore adopté ces modifications et ces dernières auront une incidence sur les résultats des périodes futures. Ces modifications sont décrites dans nos états financiers de 2015.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (en vigueur le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (en vigueur le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (en vigueur le 1^{er} janvier 2019)

Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.

NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Nos secteurs à présenter sont Sans-fil, Cable, Solutions d'Affaires et Media. Les activités des quatre secteurs sont menées essentiellement au Canada. Les éléments relevant du siège social et les éliminations comprennent nos participations dans des unités opérationnelles qui ne sont pas des secteurs opérationnels à présenter, les fonctions administratives du siège social et l'élimination des produits et des coûts intersectoriels. Les méthodes comptables applicables à nos secteurs à présenter sont les mêmes que celles décrites à la note 2. Les résultats par secteur comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés. Nous comptabilisons les transactions entre les secteurs à présenter comme nous le faisons pour les transactions avec des tiers et les éliminons au moment de la consolidation.

Le chef de la direction et le chef de la direction des finances de RCI constituent nos principaux décideurs opérationnels et sont ceux qui examinent régulièrement nos opérations et notre performance par secteur. Ils examinent le résultat d'exploitation ajusté, qu'ils considèrent comme l'indicateur clé du résultat net aux fins de l'évaluation de performance pour chaque secteur et afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. Le résultat d'exploitation ajusté correspond au bénéfice avant la rémunération fondée sur des actions, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, les charges financières, les autres (produits) charges et l'impôt sur le résultat.

Information par secteur

Trimestre clos le 30 septembre 2016 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		2 037	865	95	533	(38)	3 492
Coûts opérationnels ¹		1 153	434	64	454	2	2 107
Résultat d'exploitation ajusté		884	431	31	79	(40)	1 385
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						18
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							575
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						55
Charges financières	6						188
Autres charges	7						220
Bénéfice avant impôt sur le résultat							329

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Trimestre clos le 30 septembre 2015 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		1 973	871	94	473	(27)	3 384
Coûts opérationnels ¹		1 094	455	63	415	12	2 039
Résultat d'exploitation ajusté		879	416	31	58	(39)	1 345
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						13
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							576
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						37
Charges financières	6						190
Autres produits	7						(59)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							588

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2016 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		5 858	2 591	288	1 596	(141)	10 192
Coûts opérationnels ¹		3 365	1 352	195	1 476	(29)	6 359
Résultat d'exploitation ajusté		2 493	1 239	93	120	(112)	3 833
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						45
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							1 721
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						126
Charges financières	6						573
Autres charges	7						195
Bénéfice avant impôt sur le résultat							1 173

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Période de neuf mois close le 30 septembre 2015 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		5 670	2 610	282	1 519	(119)	9 962
Coûts opérationnels ¹		3 185	1 378	196	1 403	(6)	6 156
Résultat d'exploitation ajusté		2 485	1 232	86	116	(113)	3 806
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						39
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							1 697
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						88
Charges financières	6						582
Autres produits	7						(36)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							1 436

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTE 4 : COÛTS OPÉRATIONNELS

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Coût des ventes de matériel et subventions directes pour les chaînes Marchandise destinée à la revente	470	460	1 366	1 278
Autres achats externes	49	51	147	144
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	1 027	1 004	3 287	3 241
	579	537	1 604	1 532
Total des coûts opérationnels	2 125	2 052	6 404	6 195

NOTE 5 : FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, nous avons engagé 55 millions de dollars et 126 millions de dollars (37 millions de dollars et 88 millions de dollars en 2015), respectivement, en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. Les charges de 2016 comprenaient essentiellement les indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs et les coûts liés à la liquidation et aux modifications de certaines activités. En 2015, les charges engagées visaient surtout la réorganisation de nos stations de télévision OMNI, l'acquisition de Mobilicity et l'achat de notre participation dans Glentel.

NOTE 6 : CHARGES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Intérêts sur les emprunts	185	189	573	571
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	2	3	7	8
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	-	-	7
Perte (profit) de change	28	3	(19)	9
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(24)	2	18	4
Intérêts inscrits à l'actif	(6)	(9)	(15)	(24)
Autres	3	2	9	7
Total des charges financières	188	190	573	582

NOTE 7 : AUTRES CHARGES (PRODUITS)

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Pertes liées à nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises	182	58	209	90
Profit sur l'acquisition de Mobilicity	-	(102)	-	(102)
Perte nette sur les dessaisissements liés aux placements	50	-	11	-
Autres produits de placement	(12)	(15)	(25)	(24)
Total des autres charges (produits)	220	(59)	195	(36)

Au cours trimestre clos le 30 septembre 2016, nous avons annoncé notre décision de liquider notre coentreprise shomi à compter du 30 novembre 2016. Par conséquent, nous avons comptabilisé, dans les pertes liées à nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, une perte de 140 millions de dollars liée à la réduction de valeur du placement et au coût estimatif des obligations résiduelles de shomi.

NOTE 8 : BÉNÉFICE PAR ACTION

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Numérateur (de base) - Bénéfice net pour la période	220	464	862	1 082
Dénominateur - nombre d'actions (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	515	515	515	515
Incidence des titres ayant un effet dilutif (en millions)				
Options sur actions des membres du personnel et unités d'actions de négociation restreinte	2	2	2	2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	517	517	517	517
Bénéfice par action				
De base	0,43 \$	0,90 \$	1,67 \$	2,10 \$
Dilué	0,43 \$	0,90 \$	1,67 \$	2,09 \$

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015, le calcul du bénéfice dilué par action rend compte de la comptabilisation des paiements fondés sur des actions en circulation selon la méthode de règlement en trésorerie de la rémunération fondée sur des actions, car elle s'est avérée plus dilutive que la méthode de règlement en capitaux propres.

Au total, néant option et néant option était hors du cours pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 (1 226 472 et 2 315 782 en 2015), respectivement. Ces options ont été exclues du calcul de l'effet des titres dilutifs, car leur effet était antidilutif.

NOTE 9 : INSTRUMENTS FINANCIERS**Instrument dérivés**

Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités. Ces instruments dérivés se déclinent sous forme de dérivés liés à la dette, de contrats à terme sur obligations, de dérivés liés aux dépenses et de dérivés liés aux capitaux propres. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

Tous nos dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang, contrats à terme sur obligations et dérivés liés aux dépenses en cours ont été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos instruments d'emprunt et montants prélevés sur nos facilités de crédit libellés en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Nous ne désignons pas les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit à titre de couvertures à des fins comptables.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, nous avons conclu et réglé des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit comme suit :

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 30 septembre 2016			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	2 339	1,30	3 827	6 736	1,30	8 777
Dérivés liés à la dette réglés	3 066	1,30	3 975	5 975	1,30	7 774
Montant net en trésorerie (payé) reçu sur les dérivés liés à la dette			(25)			17

Au 30 septembre 2016, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit s'élevaient à 761 millions de dollars américains (néant au 31 décembre 2015).

Au 30 septembre 2016, nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains s'élevaient à 6,2 milliards de dollars américains (6,2 milliards de dollars américains au 31 décembre 2015), et tous les risques de change connexes avaient été couverts par des dérivés liés à la dette. Nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette se rapportant aux débentures et billets de premier rang au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015.

Contrats à terme sur obligations

Nous avons recours aux dérivés liés aux contrats à terme sur obligations (les « contrats à terme sur obligations ») pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les billets de premier rang que nous prévoyons émettre dans l'avenir. Nous n'avons conclu aucun nouveau contrat à terme sur obligations ni réglé aucun contrat à terme sur obligations existant au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2016 et 2015. Au 30 septembre 2016, les contrats à terme sur obligations en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1,4 milliard de dollars américains (1,4 milliard de dollars américains au 31 décembre 2015) et avaient tous été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme des couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclu et réglé se présentent comme suit :

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 30 septembre 2016			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	60	1,27	76	750	1,34	1 002
Dérivés liés à la dette réglés	210	1,22	257	630	1,22	770

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 30 septembre 2015			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	360	1,32	475	690	1,27	877
Dérivés liés à la dette réglés	225	1,12	252	585	1,11	649

Au 30 septembre 2016, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à 1 260 millions de dollars américains (1 140 millions de dollars américains au 31 décembre 2015) et venaient à échéance d'octobre 2016 à décembre 2018 (de janvier 2016 à décembre 2017 au 31 décembre 2015), à un cours de change moyen de 1,31 \$ pour 1 \$ US (1,24 \$ pour 1 \$ US au 31 décembre 2015).

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions de catégorie B de RCI attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 30 septembre 2016, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 5,4 millions (5,7 millions au 31 décembre 2015) d'actions de catégorie B de RCI d'un cours moyen pondéré de 50,30 \$ (50,37 \$ au 31 décembre 2015).

En août 2016, nous avons réglé 0,3 million de dérivés liés aux capitaux propres au prix moyen pondéré de 58,16 \$ par suite de la réduction du nombre d'unités de rémunération fondée sur des actions en cours.

En avril 2016, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2017 (auparavant en avril 2016).

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, nous avons comptabilisé un recouvrement au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions de 22 millions de dollars et de 52 millions de dollars (11 millions de dollars et 10 millions de dollars en 2015), respectivement, relativement à la variation de la juste valeur de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus (se reporter à la note 14).

Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des avances bancaires, des emprunts à court terme et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur de nos placements dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché. La juste valeur de nos placements dans des sociétés fermées est déterminée à partir d'évaluations fondées sur des financements ultérieurs, des négociations de vente par des tiers ou des approches fondées sur le marché, lesquelles sont appliquées comme il se doit à chaque placement, en fonction des activités futures et des perspectives de rentabilité.

La juste valeur de chacun de nos titres d'emprunt publics est fondée sur les rendements du marché estimés à la clôture de la période. Nous déterminons la juste valeur de nos dérivés liés à la dette et de nos dérivés liés aux dépenses selon une méthode d'évaluation de la valeur de marché estimée, en tenant compte de la qualité du crédit et en actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation. Si les dérivés liés à la dette et les dérivés liés aux dépenses sont en position débitrice, l'écart de crédit pour l'institution financière contrepartiste est ajouté au taux d'actualisation sans risque en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé. Si ces dérivés liés à la dette et aux dépenses sont en position créditrice, notre écart de crédit est ajouté au taux d'actualisation sans risque de chaque dérivé.

La juste valeur de chacun de nos contrats à terme sur obligations est déterminée en actualisant, à la date d'évaluation, les flux de trésorerie qui découlent de la multiplication du montant notionnel des contrats à terme sur obligations par l'écart entre les rendements à terme du marché à la clôture de la période et le rendement à terme de chacun de nos contrats à terme sur obligations.

La juste valeur de nos dérivés liés aux capitaux propres se fonde sur le cours du marché des actions de catégorie B sans droit de vote de RCI.

La hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux que nous présentons tient compte de l'importance des données utilisées pour évaluer la juste valeur :

- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 1 sont évalués en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 2 sont évalués à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés;
- les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables.

Aux 30 septembre 2016 et 2015, aucun instrument financier significatif n'avait été classé dans le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 n'est survenu au cours de ces périodes.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon la méthode d'évaluation au 30 septembre 2016 et au 31 décembre 2015 se présentent comme suit :

	Valeur comptable		Juste valeur (niveau 1)		Juste valeur (niveau 2)	
	Au 30 sept.	Au 31 déc.	Au 30 sept.	Au 31 déc.	Au 30 sept.	Au 31 déc.
(en millions de dollars)	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Actifs financiers						
Disponibles à la vente, évalués à la juste valeur						
Placements dans des sociétés ouvertes	999	966	999	966	–	–
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	1 814	2 032	–	–	1 814	2 032
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	37	158	–	–	37	158
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	29	–	–	–	29	–
Total des actifs financiers	2 879	3 156	999	966	1 880	2 190
Passifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	57	4	–	–	57	4
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures	4	–	–	–	4	–
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	217	91	–	–	217	91
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	35	–	–	–	35	–
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	–	15	–	–	–	15
Total des passifs financiers	313	110	–	–	313	110

Au 30 septembre 2016 et au 31 décembre 2015, la juste valeur de notre dette à long terme se présentait comme suit :

(en millions de dollars)	Au 30 septembre 2016		Au 31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur ¹	Valeur comptable	Juste valeur ¹
Dette à long terme (y compris la partie courante)	15 927	18 279	16 870	18 252

¹ La dette à long terme (y compris la partie courante) est évaluée selon les données de niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux, selon les rendements du marché à la clôture de la période.

Nous n'avions aucun actif financier non dérivé détenu jusqu'à l'échéance au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015.

NOTE 10 : PLACEMENTS

(en millions de dollars)	Au	Au
	30 septembre 2016	31 décembre 2015
Placements		
Sociétés ouvertes	999	966
Sociétés fermées	183	212
Placements disponibles à la vente	1 182	1 178
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 003	1 093
Total des placements	2 185	2 271

NOTE 11 : EMPRUNTS À COURT TERME

(en millions de dollars)	Au	Au
	30 septembre 2016	31 décembre 2015
Créances client vendues à l'acheteur à titre de sûreté	1 301	1 359
Emprunts à court terme contractés auprès de l'acheteur	(1 050)	(800)
Surdimensionnement	251	559

Le tableau qui suit présente un sommaire des activités de notre programme de titrisation des débiteurs pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015 :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Emprunts à court terme				
Produit tiré des emprunts à court terme	-	26	295	272
Remboursements sur les emprunts à court terme	-	(184)	(45)	(255)
(Remboursements sur les) produit tiré des emprunts à court terme, montant net	-	(158)	250	17

Au 30 septembre 2016, le total de notre financement aux termes du programme de titrisation se chiffrait à 1 050 millions de dollars (800 millions de dollars au 31 décembre 2015).

En juillet 2016, nous avons modifié les modalités du programme de titrisation des débiteurs afin, entre autres, de proroger l'échéance du 1^{er} janvier 2018 au 1^{er} janvier 2019.

NOTE 12 : DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	Date d'échéance	Montant en principal	Taux d'intérêt	Au	Au
				30 septembre 2016	31 décembre 2015
Facilités de crédit bancaire			Variable	–	500
Facilités de crédit bancaire		761	US	998	–
Billets de premier rang	2016	1 000	5,800 %	–	1 000
Billets de premier rang	2017	500	3,000 %	500	500
Billets de premier rang	2017	250	Variable	250	250
Billets de premier rang	2018	1 400	US 6,800 %	1 836	1 938
Billets de premier rang	2019	400	2,800 %	400	400
Billets de premier rang	2019	500	5,380 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900	4,700 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,340 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500	US 3,000 %	656	692
Billets de premier rang	2023	850	US 4,100 %	1 115	1 176
Billets de premier rang	2024	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2025	700	US 3,625 %	918	969
Débetures de premier rang ¹	2032	200	US 8,750 %	262	277
Billets de premier rang	2038	350	US 7,500 %	459	484
Billets de premier rang	2039	500	6,680 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,110 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,560 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500	US 4,500 %	656	692
Billets de premier rang	2043	650	US 5,450 %	853	900
Billets de premier rang	2044	1 050	US 5,000 %	1 377	1 453
				16 030	16 981
Coûts de transaction différés et escomptes				(103)	(111)
Moins la partie courante				(750)	(1 000)
Total de la dette à long terme				15 177	15 870

¹ Correspond aux débetures de premier rang émis à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent des obligations non garanties de RCI, et pour lesquels RCCI était un garant ordinaire au 30 septembre 2016 et RCP, un garant ordinaire au 31 décembre 2015.

Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015, nos activités liées à nos facilités de crédit bancaire renouvelables et non renouvelables se présentaient comme suit :

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 30 septembre 2016			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars américains	478	1,29	617	1 885	1,32	2 479
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			625			815
Total des titres d'emprunt à long terme émis			1 242			3 294
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars américains	(605)	1,31	(792)	(1 124)	1,30	(1 460)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			(665)			(1 315)
Total des remboursements sur les titres d'emprunt à long terme			(1 457)			(2 775)

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 30 septembre 2016			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			1 375			4 835
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			(1 225)			(3 085)

Au 30 septembre 2016, le solde impayé de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable était de 998 millions de dollars (761 millions de dollars américains) (500 millions de dollars au 31 décembre 2015). Nous avons conclu des dérivés liés à la dette afférents à la tranche libellée en dollars américains de ces emprunts pour convertir l'ensemble des obligations au titre du principal et des intérêts en dollars canadiens (se reporter à la note 9).

Au 1^{er} avril 2016, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 2,5 milliards de dollars afin, notamment, de reporter la date d'échéance de juillet 2019 à septembre 2020. Concurrément, nous avons également modifié la facilité de crédit non renouvelable de 1,0 milliard de dollars afin, notamment, de reporter la date d'échéance d'avril 2017 à avril 2018.

Billets de premier rang

Remboursement de billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Nous n'avons émis aucun billet de premier rang au cours du trimestre à l'étude ni depuis le début de l'exercice. Le tableau qui suit présente un sommaire du remboursement de billets de premier rang pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015 :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre 2015		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015	
	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)
Date d'échéance				
Le 15 mai 2016	-	-	-	1 000

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre 2015		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015	
	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)
Date d'échéance				
Le 15 mars 2015	-	-	550	702
Le 15 mars 2015	-	-	280	357
Total	-	-	830	1 059

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES**Dividendes**

En 2016 et en 2015, nous avons déclaré et versé des dividendes sur nos actions de catégorie A avec droit de vote et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation comme suit :

Date de déclaration	Date de paiement	Dividende par action (en dollars)
Le 27 janvier 2016	Le 1 ^{er} avril 2016	0,48
Le 18 avril 2016	Le 4 juillet 2016	0,48
Le 11 août 2016	Le 3 octobre 2016	0,48
		1,44
Le 28 janvier 2015	Le 1 ^{er} avril 2015	0,48
Le 21 avril 2015	Le 2 juillet 2015	0,48
Le 13 août 2015	Le 1 ^{er} octobre 2015	0,48
Le 22 octobre 2015	Le 4 janvier 2016	0,48
		1,92

Les porteurs d'actions de catégorie A ont le droit de recevoir des dividendes au taux maximal de 0,05 \$ par action, mais seulement une fois que les dividendes au taux de 0,05 \$ l'action ont été versés ou mis de côté pour les actions de catégorie B. Les actions de catégorie A avec droit de vote et les actions de catégorie B sans droit de vote donnent donc droit aux mêmes dividendes.

NOTE 14 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Le sommaire de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, dont le montant est inclus dans les charges relatives aux salaires et aux avantages du personnel, se présente comme suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Options sur actions	12	7	26	7
Unités d'actions de négociation restreinte	15	11	40	29
Unités d'actions différées	13	6	31	13
Incidence des dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	(22)	(11)	(52)	(10)
Total de la charge liée à la rémunération fondée sur des actions	18	13	45	39

Au 30 septembre 2016, nous avons inscrit un passif total inscrit à sa juste valeur de 202 millions de dollars (157 millions de dollars au 31 décembre 2015) au titre de la rémunération fondée sur des actions, y compris des options sur actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, nous avons versé un montant de 7 millions de dollars et de 58 millions de dollars (5 millions de dollars et 42 millions de dollars en 2015), respectivement, aux porteurs d'options sur actions, d'unités d'actions de négociation restreinte et d'unités d'actions différées à la date d'exercice, selon le mode de règlement en trésorerie.

Options sur actions*Sommaire des options sur actions*

(nombre d'unités, à l'exception des prix)	Trimestre clos le 30 septembre 2016		Période de neuf mois close le 30 septembre 2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	5 164 435	43,99 \$	4 873 940	41,47 \$
Attribution	–	–	1 054 530	49,95 \$
Exercice	(289 433)	36,59 \$	(1 003 316)	35,78 \$
Renonciation	–	–	(50 152)	45,83 \$
En circulation à la clôture de la période	4 875 002	44,43 \$	4 875 002	44,43 \$
Exerçables à la clôture de la période	2 205 418	41,44 \$	2 205 418	41,44 \$

(nombre d'unités, à l'exception des prix)	Trimestre clos le 30 septembre 2015		Période de neuf mois close le 30 septembre 2015	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	5 956 769	40,10 \$	5 759 786	38,71 \$
Attribution	74 390	45,34 \$	1 289 430	44,77 \$
Exercice	(166 350)	32,76 \$	(1 127 085)	36,85 \$
Renonciation	(135 524)	44,55 \$	(192 846)	43,61 \$
En circulation à la clôture de la période	5 729 285	40,28 \$	5 729 285	40,28 \$
Exerçables à la clôture de la période	2 859 007	35,74 \$	2 859 007	35,74 \$

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, les options liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de néant et de 420 035 (néant et 496 200 en 2015), respectivement, et ces attributions sont reflétées dans le tableau ci-dessus.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente aux régimes d'options sur actions non comptabilisée au 30 septembre 2016 s'établissait à 11 millions de dollars (7 millions de dollars au 31 décembre 2015) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des quatre prochains exercices à mesure que les droits à ces options deviennent acquis.

Unités d'actions de négociation restreinte*Sommaire des unités d'actions de négociation restreinte*

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
En circulation à l'ouverture de la période	2 340 614	2 620 274	2 484 405	2 765 255
Attribution et réinvestissement des dividendes	56 355	93 653	723 793	754 716
Exercice	(30 862)	(57 762)	(728 956)	(750 655)
Renonciation	(23 868)	(68 774)	(137 003)	(181 925)
En circulation à la clôture de la période	2 342 239	2 587 391	2 342 239	2 587 391

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de 4 631 et de 94 972 (25 959 et 109 521 en 2015), respectivement, et ces attributions sont reflétées dans le tableau ci-dessus.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions de négociation restreinte non comptabilisée au 30 septembre 2016 s'est établie à 47 millions de dollars (41 millions de dollars au 31 décembre 2015) et sera comptabilisée dans le bénéfice net sur les trois prochains exercices à mesure que les droits à ces unités deviennent acquis.

Régime d'unités d'actions différées*Sommaire des unités d'actions différées*

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
En circulation à l'ouverture de la période	2 499 799	1 957 458	1 770 871	826 891
Attribution et réinvestissement des dividendes	26 935	46 557	947 694	1 300 999
Exercice	(10 308)	(100 350)	(125 666)	(189 769)
Renonciation	(19 421)	(50 994)	(95 894)	(85 450)
En circulation à la clôture de la période	2 497 005	1 852 671	2 497 005	1 852 671

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, les unités d'actions différées liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de 6 458 et de 322 285 (néant et 443 139 en 2015), respectivement, et ces attributions sont reflétées dans le tableau ci-dessus.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions différées non comptabilisée au 30 septembre 2016 s'est établie à 42 millions de dollars (26 millions de dollars au 31 décembre 2015) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des trois prochains exercices à mesure que les droits aux unités des dirigeants deviennent acquis. Les droits afférents à toutes les autres unités d'actions différées sont entièrement acquis.

NOTE 15 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**Actionnaire détenant le contrôle**

Nous concluons certaines transactions avec des sociétés fermées contrôlées par la Fiducie de contrôle Rogers. Ces transactions ont été inscrites au montant convenu par les parties liées et sont soumises aux conditions énoncées dans les ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Les montants totaux reçus ou payés au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015 étaient inférieurs à 1 million de dollars, respectivement.

Transactions avec les principaux dirigeants

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces hauts dirigeants sont les suivants :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société;
- le président du conseil et chef de la direction d'une société à laquelle la Société verse des commissions sur les primes d'assurance (il a cessé d'être une partie liée depuis avril 2015).

Nous inscrivons ces transactions aux montants convenus par les parties liées et elles sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les soldes à payer pour ces services sont non garantis, ne portent pas intérêt et doivent être réglés en trésorerie à moins de un mois suivant la date de la transaction. Le sommaire des activités entre parties liées relativement aux transactions susmentionnées se présente comme suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance	7	7	18	24

NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS

Au 30 septembre 2016, nos passifs éventuels avaient trait aux litiges suivants :

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. Cependant, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien qu'aucune mesure concrète n'ait été prise par les demandeurs. En 2014, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a refusé de suspendre ou de rejeter la réclamation correspondante intentée par les demandeurs en Nouvelle-Écosse pour cause d'abus de procédure. En avril 2015, la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse a suspendu définitivement la réclamation néo-écossaise. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada. La Cour du Banc de la Reine du Manitoba a suspendu inconditionnellement la réclamation correspondante intentée au Manitoba pour cause d'abus de procédure. L'appel de cette décision par les demandeurs a été rejeté par la Cour d'appel du Manitoba. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a rendu une décision similaire. En 2015, la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta a refusé de rejeter la réclamation correspondante intentée en Alberta. En octobre 2015, la Cour d'appel de l'Alberta a autorisé notre appel et rejeté la réclamation albertaine. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada des décisions rendues par les cours d'appel de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de l'Alberta. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais d'accès au système - Colombie-Britannique

En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Le recours collectif a trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. En juin 2014, la Cour a rejeté la demande de certification des demandeurs, concluant que rien n'indiquait que le terme « frais d'accès au système » suggère qu'il s'agit de frais devant être remis au gouvernement. Un appel déposé par les demandeurs a été rejeté par la Cour d'appel de la Colombie-Britannique en 2015, cette dernière étant d'avis que la conclusion à laquelle est arrivé le juge de première instance était inattaquable. Les demandeurs ont interjeté appel auprès de la Cour suprême du Canada, mais cette dernière a rejeté la demande d'autorisation. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Issue des procédures

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire le résultat ni l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il est improbable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité devient envisageable dans le cadre de réclamations intentées contre nous, nous comptabiliserons une provision pendant la période au cours de laquelle le changement d'éventualité survient et une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

NOTE 17 : INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Débiteurs	(31)	(3)	(95)	29
Stocks	(32)	17	48	(16)
Autres actifs courants	37	30	(34)	(61)
Créditeurs et charges à payer	159	255	146	(30)
Produits constatés d'avance	(16)	(20)	(33)	(37)
Total de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	117	279	32	(115)

Pour le troisième trimestre de 2015, nous avons reclassé 74 millions de dollars des entrées de droits de diffusion aux variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles. Ce reclassement n'a eu aucune incidence nette sur les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement.